



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille seize le 10 mai, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 4 mai 2016, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme MARECHAL, M. VERDIER, M. ELIAS, M. GEDON, Mme HOLGADO, M. CAVALEIRO, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. BODIN, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, Mme BAYLE, M. CASTETS, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

Mme MERCHADOU à M. CASTETS, Mme DUBOURG à M. GEDON, M. GABARD à M. VERDIER, M. MONMARCHON à Mme SARRAUTE

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. GEDON est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 23

Conseillers votants : 27

Pour : 22

Contre : 0

Abstention : 5

21 – CASERNEMENTS 3 PLACE D'ARMES - SOCIETE LE CARRE VAUBAN

AVENANT N°2 A LA CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC CONSTITUTIVE DE DROITS REELS DATEE DU 26 AOUT 2015 - CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC CONSTITUTIVE DE DROITS REELS - AUTORISATIONS DU MAIRE A SIGNER

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Par délibération du 19 mars 2013, le conseil municipal a autorisé Monsieur le Maire à signer des conventions d'occupation du domaine public constitutive de droits réels pour les locaux de la Citadelle et notamment les casernements.

Dans le cadre de ce projet de « réouverture des volets », le conseil municipal de Blaye a autorisé, par délibération du 7 juillet 2015, M. le Maire à signer une convention avec la société CARPE DIEM, pour pérenniser son activité de bar-restaurant saisonnier « LE P'TIT CANON » située au 3, place d'armes dans la Citadelle. Cette convention a été signée le 26 août 2015.

Cet espace de 3,5 casernements (environ 123 m²) avec une terrasse attenante de 91 m², est dédié aux activités suivantes :

- bar – restaurant
- vente de produits régionaux.

M. BONNIN, représentant de la société CARPE DIEM, s'est rapproché de la commune afin de l'informer qu'il souhaitait céder la convention à la société LE CARRE VAUBAN.

Conformément à l'article 3.3 de la convention et l'article L.1311-6 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la cession de la convention ne peut être effectuée qu'à une personne agréée par la Commune, en vue d'une utilisation compatible avec l'affectation du domaine public occupé.

Ainsi, par délibération du 9 février 2016, le conseil municipal a :

- donné son agrément pour la cession de la convention initialement accordée à la société CARPE DIEM à la société LE CARRE VAUBAN,

- autorisé M. le Maire à signer l'avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine public constitutive de droits réels correspondant.

Il avait alors été indiqué lors de cette séance que les modifications à la convention initiale demandées par la société CARRE VAUBAN seraient exposées à l'occasion d'un prochain conseil municipal.

Ces principales modifications sont :

- Modification de l'activité : activité de restauration et boutique de produits du terroir
- Informations sur le prêt remises à jour
- Inscription de nouveaux horaires :
 - o d'avril à octobre : restaurant ouvert tous les jours, midi et soir.
 - o novembre / décembre / mars : ouvert le soir, 3 jours par semaine (jeudi, vendredi et samedi)
 - o fermeture annuelle en janvier / février.
- Modification du montant de la redevance annuelle :
 - o part fixe : 1 500 € au lieu de 1 750 €
 - o part variable : 1,5% au lieu de 2% du chiffre d'affaire de l'année N-1 supérieur à 100 000 € HT
La part variable reste nulle si le chiffre d'affaire est inférieur à 100 000 € HT.
- la durée de la convention est portée à 50 ans (programme de travaux de restauration plus conséquent)

Compte tenu des nombreuses modifications présentées ci-dessus, et dans un souci de clarté et de lisibilité, les parties conviennent expressément, au terme de cet avenant, que la convention en annexe remplacera l'actuelle convention du 26 août 2015.

Cette nouvelle convention sera signée ultérieurement entre les parties une fois que le conseil municipal aura autorisé M. le Maire à cet effet. Elle prendra donc effet au jour de sa signature, ce qui mettra alors fin à la convention du 26 août 2015.

La convention du 26 août 2015 restera donc en vigueur jusqu'à la signature de la nouvelle convention.

Il est demandé au conseil municipal d'autoriser M. le Maire à signer :

- l'avenant n°2 et les documents y afférents,
- ainsi que la nouvelle convention d'occupation du domaine public constitutive de droits réels avec la société LE CARRE VAUBAN.

La commission n°3 (Politique De La Ville - Urbanisme Et Patrimoine) s'est réunie le 29 avril 2016 et a émis un avis favorable .

La commission n°7 (Politique Economique - Commerce/artisanat - Tourisme - Emploi - Unesco - Services Publics - Transports - Foires/marchés) s'est réunie le 3 mai 2016 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 12/05/16
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20160510-29666-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

